

Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche
1 bis rue de la Libération
BP 70271
50001 Saint-Lô cedex

Saint-Lô, le 29/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



ELVIA PRINTED CIRCUIT BOARDS

avenue d'Ochsenfurt
50211 COUTANCES

Références : ERASS 2022-50-132

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2022 dans l'établissement ELVIA PRINTED CIRCUIT BOARDS implanté avenue d'Ochsenfurt 50211 COUTANCES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dépense des instruments de mesure après un contrôle inopiné de 24 heures des effluents traités dans la station d'épuration interne de la société ELVIA à COUTANCES et vérification de la conformité des résultats obtenus au regard des seuils de rejet prévus dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ELVIA PRINTED CIRCUIT BOARDS
- avenue d'Ochsenfurt 50211 COUTANCES
- Code AIOT dans GUN : 0005301810
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

ELVIA Printed Circuits Boards (ELVIA PCB) exploite l'établissement de COUTANCES depuis 1977 qui est autorisé à exercer des activités de traitement de surface pour la fabrication de circuits imprimés principalement destinés à l'aéronautique, et en particulier à la Direction Générale des Armées (DGA).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets dans l'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 23/06/2022, article {Non Renseigné}	/	Prescriptions complémentaires

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré le respect des prescriptions applicables à l'exception des résultats d'analyse qui mettent en évidence des dépassements de certains seuils de rejet prévus par l'arrêté d'autorisation du 23 mai 2002.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Pose matériel
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : La visite a permis de constater : <ul style="list-style-type: none">- qu'un emplacement est prévu pour permettre la réalisation du prélèvement par un laboratoire en charge du contrôle inopiné,- que le matériel en place permet une installation adaptée de l'équipement du laboratoire,- que le point de prélèvement utilisé lors du contrôle inopiné est situé au même endroit que celui dédié à l'autosurveillance de l'exploitant,- le débit a été mesuré à l'aide du matériel mis en place par le laboratoire,- le paramétrage, notamment du débitmètre, a été fait sur la base des informations fournies par l'exploitant.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépose matériel
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : La visite du 31 mai 2022 a permis de constater que le matériel mis en place par le laboratoire est resté intact et n'a pas été déplacé. Le volume prélevé d'environ 13 litres est suffisant pour permettre les analyses du laboratoire en charge du contrôle inopiné. Une quantité équivalente a été prélevée par l'exploitant pour le calage de ses instruments d'autosurveillance. Le volume prévisionnel du rejet annoncé par l'exploitant (de l'ordre de 300 m3/j) s'est avéré représentatif du débit mesuré en 24 heures (284 m3/j) par le laboratoire extérieur et le débitmètre d'autosurveillance (300 m3/j). L'écart entre les deux mesures respecte l'incertitude maximale admissible. Les échantillons ont été constitués tant pour le laboratoire que pour l'exploitant dans des flacons en verre pour les hydrocarbures totaux et en plastiques pour les autres paramètres mesurés.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépassements et actions correctives
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant renseigne régulièrement GIDAF. Les précédents dépassements des seuils de rejet constatés ont donné lieu à la mise en place d'actions correctives : <ul style="list-style-type: none">- remplacement de l'ancien débitmètre (bulle à bulle) par un nouveau plus performant (ultrason),- mise en place d'un traitement antimousse en sortie de traitement des effluents (amont du canal de mesure).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : L'exploitant met en œuvre un programme de surveillance de la qualité de ses effluents traités, celui-ci respecte la fréquence hebdomadaire de suivi prévue par l'arrêté d'autorisation, en dehors du débit de rejet et du pH mesurés en continu. Pour mémoire, tout défaut au niveau du pH en sortie de station entraîne l'arrêt du rejet des eaux traitées vers le milieu récepteur.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Le cadre GIDAF est régulièrement renseigné par l'exploitant. Il convient qu'il soit vigilant vis-à-vis des délais de transmission des résultats.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : L'exploitant a transmis suite à l'inspection sa "procédure d'échantillonnage et de conservation des prélèvements hebdomadaires des eaux résiduelles" mise à jour au 21 juin 2022. Celle-ci précise que chaque mois, un second échantillon est préparé pour le contrôle de calage effectué par un laboratoire extérieur (EUROFINS) qui figure sur la liste des laboratoires agréés (labeau.ecologie.gouv.fr).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/06/2022, article {Non Renseigné}
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Prescription contrôlée : Respect des VLE
<p>Constats : Le rapport de contrôle n°MS22-02483 du 23 juin 2022 a mis en évidence plusieurs non-conformités au regard des seuils de rejet prévus par l'arrêté préfectoral n°02-751-IC du 23 mai 2002 :</p> <ul style="list-style-type: none">• Demande chimique en oxygène (DCO) : concentration mesurée de 306 mg/l pour une valeur limite de 270 mg/l (non-conformité par rapport aux dispositions de l'article 14.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mai 2002) ; <p>(Il convient de préciser pour ce paramètre DCO que la référence utilisée par le laboratoire est erronée, en effet le seuil à appliquer est de 270 mg/l pour un débit de 300 m3/j et non de 115 mg/l qui s'applique pour un débit de 800 m3/j)</p> <ul style="list-style-type: none">• Nitrites (NO2) : concentration mesurée de 5,74 mg/l pour une valeur limite de 1 mg/l et un flux de 1,63 kg/j pour une valeur limite de 0,8 kg/j (non-conformité par rapport aux dispositions de l'article 14.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mai 2002) ;• Cuivre (Cu) : concentration mesurée de 0,899 mg/l pour une valeur limite de 0,5 mg/l (non-conformité par rapport aux dispositions de l'article 14.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 mai 2002). <p>L'exploitant a confirmé à l'issue du contrôle qu'il travaille sur une amélioration de la gestion du traitement des eaux industrielles de l'établissement. Une réunion est prévue à la rentrée de septembre 2022 avec l'Agence de l'Eau Seine Normandie à laquelle participera également l'IIC (voir détail dans la partie confidentielle).</p> <p>Il n'est dès lors pas proposé de mise en demeure suite au constat de non-respect des seuils de rejet prévus dans l'arrêté d'autorisation. En revanche, suite à la réunion tripartite ELVIA-AESN-IIC, un arrêté complémentaire fixant des délais de réalisation de l'étude d'optimisation du traitement des eaux industrielles pourra être proposé à la signature de M. le Préfet de la Manche.</p>
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

Nom du point de contrôle : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : Comme indiqué dans un précédent point de contrôle, l'exploitant a fourni sa procédure d'échantillonnage et de conservation des prélèvements hebdomadaires des eaux résiduaires mise à jour le 21 juin 2022. Celle-ci intègre la réalisation mensuelle d'un échantillon destiné à être analysé par le laboratoire extérieur EUROFINS. Cette analyse extérieure permet de prévoir le besoin éventuel de recalage des instruments de mesure utilisés pour l'autosurveillance. Le rapport du 23 juin 2022 fourni par le laboratoire extérieur en charge du contrôle inopiné a mis en évidence la cohérence des résultats du contrôle inopiné avec ceux de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet